

Cote du document: EB 2010/101/R.31/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 14 d) v)
Date: 15 décembre 2010
Distribution: Publique
Original: Espagnol

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don à la République du Nicaragua pour le

Programme de développement des systèmes de production agricole, piscicole et forestière dans les territoires autochtones de la RAAN et de la RAAS (NICARIBE)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ladislao Rubio
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2575
courriel: l.rubio@ifad.org

Transmission des documents:

Liam F. Chicca
Fonctionnaire responsable des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2462
courriel: l.chicca@ifad.org

Conseil d'administration — Cent unième session
Rome, 14-16 décembre 2010

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du programme	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Documentos básicos de referencia (Principaux documents de référence)	1
II. Marco Lógico (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
BICU	Université indienne et caribéenne de Bluefields
CDCC	Conseil de développement de la côte caraïbe
RAAN	Région autonome de l'Atlantique nord
RAAS	Région autonome de l'Atlantique sud
SDCC	Secrétariat du Conseil de développement de la côte caraïbe
URACCAN	Université des régions autonomes de la côte caraïbe du Nicaragua

Carte de la zone du programme

Nicaragua

Programa de Desarrollo Rural para la Costa Caribe - NICARIBE

Informe del Presidente



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés

République du Nicaragua

Programme de développement des systèmes de production agricole, piscicole et forestière dans les territoires autochtones de la RAAN et de la RAAS (NICARIBE)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Nicaragua
Organisme d'exécution:	Secrétariat du Conseil de développement de la côte caraïbe (SDCC)
Coût total du programme:	14,95 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	2,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 4 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	2,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 4 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) ou autre bailleur de fonds ou institution de financement
Montant du cofinancement:	BCIE ou autre bailleur de fonds ou institution de financement: 4 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	1,42 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,53 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République du Nicaragua pour le Programme de développement des systèmes de production agricole, piscicole et forestière dans les territoires autochtones de la RAAN et de la RAAS (NICARIBE), telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Proposition de prêt et de don à la République du Nicaragua pour le Programme de développement des systèmes de production agricole, piscicole et forestière dans les territoires autochtones de la RAAN et de la RAAS (NICARIBE)

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Le gouvernement du Nicaragua considère que le développement des régions autonomes de la côte caraïbe est l'une de ses priorités, allant de pair avec la reconnaissance des droits territoriaux des peuples autochtones et d'ascendance africaine et avec la promotion du développement économique des territoires où vivent ces communautés. Il est possible d'améliorer les conditions de vie et d'influer sur le développement économique en agissant sur cinq leviers: i) l'exploitation durable des ressources forestières; ii) le développement durable de la pêche; iii) la culture du cacao; iv) la production de racines et tubercules; et v) l'apport d'une valeur ajoutée à la production primaire et au développement des microentreprises.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Nicaragua un prêt d'un montant de 2,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 4 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables, et un don d'un montant de 2,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 4 millions d'USD), pour contribuer au financement du Programme de développement des systèmes de production agricole, piscicole et forestière dans les territoires autochtones de la RAAN et de la RAAS (NICARIBE). Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la République du Nicaragua au titre du SAFP est de 18 978 905 USD sur les trois ans du cycle 2010-2012.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. À la fin de 2009, la dette extérieure se montait à 3,65 milliards d'USD (59% du PIB). Le pays est en mesure d'absorber le montant du prêt et d'assurer le service de la dette. En mars 2010, le Fonds monétaire international a indiqué que les objectifs du mécanisme élargi de crédit étaient atteints. En 2001, le FIDA a accordé au Nicaragua, au titre de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés, un allègement de sa dette à hauteur de 7,5 millions d'EUR financé par une aide non remboursable de la Commission européenne.

Flux de fonds

5. Le prêt et le don du FIDA seront déposés sur deux comptes désignés distincts qui seront ouverts à cet effet auprès de la Banque centrale du Nicaragua. Des comptes d'exploitation en monnaie locale seront ouverts pour financer les activités du programme.

Modalités de supervision

6. Le programme sera supervisé directement par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

8. Le programme prévoit qu'un audit indépendant sera réalisé chaque année conformément aux normes internationales et aux procédures opérationnelles du FIDA relatives à l'audit des projets (à l'usage du FIDA et des institutions coopérantes).

C. Groupe cible et participation**Groupe cible**

9. Le programme cible sept unités territoriales situées dans trois zones agroécologiques. Deux de ces zones – Río Coco et Minas – se trouvent dans la Région autonome de l'Atlantique nord (RAAN) et une – Laguna de Perlas – dans la Région autonome de l'Atlantique sud (RAAS). Les sept territoires disposent tous d'une organisation de gouvernance locale qui est légalement reconnue. Les bénéficiaires directs du projet sont les peuples autochtones et d'ascendance africaine, ruraux et pauvres, qui vivent dans ces sept territoires, ainsi que d'autres populations rurales établies dans ces régions.

Méthode de ciblage

10. En application de la Politique du FIDA en matière de ciblage, le programme associe un ciblage direct, fondé sur les priorités du Plan de développement de la côte caraïbe et de la stratégie du FIDA, et un ciblage déterminé par les communautés elles-mêmes; la priorité est accordée aux mesures favorisant l'égalité hommes-femmes. Les méthodes de consultation des communautés et de ciblage ont été validées dans le cadre d'autres programmes de réduction de la pauvreté, tels que le Programme national pour l'alimentation.

Participation

11. Le programme s'assurera la participation des bénéficiaires par le biais d'organisations communautaires, depuis la phase de détermination des propositions d'investissement jusqu'à la phase de mise en œuvre. Une attention particulière sera accordée à la participation des femmes et des jeunes aux investissements et aux organes de représentation communautaire. Les autorités territoriales, représentant les diverses communautés, seront chargées de valider les propositions et de les intégrer dans des plans de développement et d'investissement territoriaux. Des représentants des bénéficiaires siégeront dans les instances participatives de suivi et d'évaluation ainsi que dans les unités régionales de coordination du programme.

D. Objectifs de développement**Objectifs clés**

12. L'objectif de développement consiste à accroître les revenus des bénéficiaires (peuples autochtones et d'ascendance africaine vivant sur la côte caraïbe) grâce à une amélioration de la production, à une gestion et une mise en valeur durables des ressources naturelles, et à un renforcement des organisations communautaires. Les objectifs spécifiques sont: i) l'accroissement des revenus des familles bénéficiaires; ii) le renforcement des capacités de gestion des organisations locales et des sept

administrations territoriales; et iii) la création de capacités institutionnelles en matière de gestion fiduciaire.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Le Gouvernement du Nicaragua a demandé le soutien du FIDA, dans le cadre du Plan national de développement humain et du Plan de développement de la côte caraïbe, pour contribuer à la réduction de la pauvreté dans les régions côtières bordant la mer des Antilles. Les moyens d'y parvenir sont la croissance économique, l'investissement dans le capital humain, la protection des groupes vulnérables et le développement institutionnel dans un contexte d'autonomie qui attribue un rôle directeur aux peuples autochtones et d'ascendance africaine vivant dans les territoires concernés.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Le projet est conforme au programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) du FIDA ainsi qu'à la priorité attribuée par le Fonds et la Division Amérique latine et Caraïbes à la satisfaction des besoins des peuples autochtones et d'ascendance africaine, dans le cadre de la politique du FIDA relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones, qui consiste à s'appuyer sur la culture et l'identité de ces communautés pour les rendre autonomes.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Conséquence du dialogue mené entre le gouvernement et la communauté des donateurs, les activités financées par les organismes de coopération sont alignées sur les politiques nationales. Le FIDA entretient un dialogue permanent avec le gouvernement et avec d'autres donateurs, afin de coordonner ses interventions et de promouvoir la planification stratégique.

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. Le FIDA se joindra aux forums régionaux de bailleurs de fonds afin d'améliorer la coordination des efforts avec les autres acteurs de la coopération internationale. Le programme établira des liens avec: i) le Projet de reconstruction d'urgence après l'ouragan Félix, financé par la Banque mondiale; ii) l'instrument de stabilité en faveur du redressement économique et social des populations de la RAAN, financé par l'Union européenne; iii) le Programme de développement fondé sur l'identité autochtone, financé par l'Institut allemand de crédit pour la reconstruction (KfW); iv) le Projet d'administration des terres, financé par la Banque mondiale; v) les programmes d'autres organes des Nations Unies dans des secteurs complémentaires, comme ceux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI).

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le programme comprend trois composantes: i) développement de la production; ii) renforcement des capacités locales; et iii) gestion du programme.

Catégories de dépenses

18. Sept catégories de dépenses sont envisagées: i) équipement et véhicules (0,48 million d'USD, 3,2%); ii) fonds de capitalisation pour le développement économique des territoires (10,02 millions d'USD, 67%); iii) fonds de réserve pour le crédit à la production (0,58 million d'USD, 3,9%); iv) formation et diffusion (0,89 million d'USD, 6%); v) contrats et accords de service (0,48 million d'USD, 3,2%); vi) salaires (2,04 millions d'USD, 13,6%); et vii) frais d'exploitation (0,45 million d'USD, 3,1%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. Ces partenaires seront les suivants: le Secrétariat du Conseil de développement de la côte caraïbe (SDCC), le Ministère des finances et du crédit public, le Ministère de l'agriculture et des forêts, l'Institut nicaraguayen des technologies agricoles, l'Institut national de foresterie (INAFOR), les administrations régionales de la RAAN et de la RAAS, ainsi que les administrations et communautés des territoires sélectionnés. Des accords de collaboration seront signés avec l'Université des régions autonomes de la côte caraïbe du Nicaragua (URACCAN) et l'Université indienne et caribéenne de Bluefields (BICU). La Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) cofinancera le programme, et la Fondation Ford, qui a pris une part active à la conception du programme, a manifesté son intérêt pour le financement d'activités complémentaires.

Responsabilités en matière d'exécution

20. Le programme disposera d'un comité national de coordination. Le SDCC mettra le programme en œuvre par l'intermédiaire d'une unité nationale de coordination. Les administrations régionales de la RAAN et de la RAAS se chargeront de l'exécution du programme par le biais d'unités régionales de coordination. Les communautés concernées réaliseront les projets d'investissement et les autorités territoriales regrouperont les propositions dans le cadre d'un plan d'investissement.

Rôle de l'assistance technique

21. Le programme renforcera la capacité de production, la diversification et l'incorporation des technologies en appliquant une méthode d'assistance technique dénommée "promotion agricole", qui s'inspire des fermes-écoles et qui a été validée par le Programme spécial pour la sécurité alimentaire de la FAO. Le programme prévoit une assistance technique spécialisée pour renforcer les institutions communautaires et territoriales et pour renforcer les capacités techniques en matière de gestion fiduciaire au sein du SDCC et des administrations régionales.

Situation des principaux accords d'exécution

22. La version finale de l'accord de financement entre le gouvernement et la BCIE ou autre bailleur de fonds ou institution de financement est en cours de préparation. Des accords de collaboration avec l'URACCAN et la BICU devront également être établis.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du programme est de 14,95 millions d'USD. Les principales sources de financement sont: le FIDA (53,5%), la BCIE ou autre bailleur de fonds ou institution de financement (26,7%), le gouvernement (9,5%) et les bénéficiaires (10,3%). La Fondation Ford a manifesté son intérêt pour le financement d'activités complémentaires.

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

24. Le programme profitera directement à 10 580 familles rurales pauvres, qui bénéficieront d'un soutien pour lancer des initiatives en matière de production et de mise en valeur des ressources forestières et halieutiques. Au sein de ce groupe, 1 500 femmes et jeunes seront visés par des propositions spécifiques. Plus d'une centaine de promoteurs d'initiatives et de techniciens (dont 30% de femmes) bénéficieront également du programme. Si l'on inclut l'action de renforcement des capacités dans les administrations communautaires et territoriales, ce sont plus de 25 000 familles qui devraient profiter indirectement des avantages du programme.

Viabilité économique et financière

25. Les procédures de simulation et de modélisation appliquées aux activités économiques montrent que les investissements à financer sont rentables. Le taux de

rentabilité économique interne s'établit à 24,8% pour l'ensemble du programme; la valeur actuelle nette se monte à 24,9 millions d'USD; et le ratio avantages/coûts s'établit à 6,5.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. Le programme soutiendra le renforcement des capacités grâce à la gestion des savoirs. Une unité de programmation, de suivi et d'évaluation sera mise sur pied pour mener les activités prévues en matière de gestion des savoirs et pour créer un réseau d'apprentissage thématique et sectoriel avec la participation des groupes ciblés et des organisations partenaires.

Innovations en matière de développement

27. Les principales innovations sont: i) l'utilisation de technologies adaptées et le système d'assistance technique dit de "promotion agricole"; ii) la gestion économique des territoires; iii) le rôle des autorités territoriales dans la préparation des plans d'investissement; et iv) la proposition institutionnelle de mise en œuvre conjointe du programme par le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale, les gouvernements des régions autonomes et les territoires.

Approche d'élargissement

28. Il est possible d'appliquer à plus grande échelle le programme qui sera exécuté dans les sept territoires sélectionnés à d'autres territoires, sous réserve d'une consolidation des liens entre le SDCC, les administrations régionales et les administrations territoriales, d'un renforcement des capacités de gestion fiduciaire, de l'établissement de liens cohérents avec d'autres initiatives, et de la concrétisation de l'impact envisagé.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le programme présente des risques dans les domaines suivants: i) la capacité des territoires à assumer, à brève échéance, des responsabilités de gestion territoriale; ii) le rythme potentiellement lent du renforcement des administrations régionales sur les questions fiduciaires et de gestion; iii) un climat tendu, sur le plan politique et institutionnel, entre les échelons nationaux, régionaux et territoriaux de l'administration; et iv) pour les produits commercialisés, des événements climatiques défavorables et des risques de marché. Les risques institutionnels pourraient être atténués par un suivi et par des échanges de savoirs avec des partenaires tels que le PNUD et la Banque mondiale. Pour remédier aux risques liés à la production, le programme sera doté d'un fonds relatif aux risques climatiques. S'agissant des risques de marché, le programme a identifié des partenaires ayant une expérience de la commercialisation du bois, du cacao et des produits de la pêche.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B. Il encouragera l'adoption de technologies visant à modifier le système de culture sur brûlis et à utiliser des intrants biologiques localement. Le recours systématique à des plans de gestion forestière facilitera la maîtrise du déboisement.

K. Durabilité

31. Les activités de gestion économique et territoriale soutenues par le programme seront menées dans un souci de viabilité environnementale à long terme, et respecteront la base de savoirs locaux et la culture des communautés concernées. La durabilité institutionnelle des régions autonomes et des territoires abritant des peuples autochtones et d'ascendance africaine est garantie par le cadre légal de la constitution. La proposition de production et de mise en valeur des ressources forestières est durable et adaptée au contexte agroécologique et socioculturel. Les

méthodes participatives de planification, de suivi et d'évaluation guideront le processus de consolidation grâce à une évaluation continue et à la gestion des savoirs. Le programme intégrera les enseignements tirés des pratiques de production et de gestion durable des ressources par les organismes de développement locaux et internationaux.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de financement entre la République du Nicaragua et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
33. La République du Nicaragua est habilitée en vertu de ses lois à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Nicaragua un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à deux millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (2 550 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Nicaragua un don d'un montant équivalant à deux millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (2 550 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Programa de desarrollo de los sistemas productivos agrícola, pesquero y forestal en territorios indígenas de RAAN y RAAS (NICARIBE)"

(Negociaciones concluidas el 16 de noviembre de 2010)

Número del Préstamo: _____

Número de la Donación: _____

Programa de Desarrollo de los sistemas productivos agrícola, pesquero y forestal en territorios indígenas de RAAN y RAAS – NICARIBE ("el Programa")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

La República de Nicaragua (el "Prestatario/Receptor")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

El Prestatario/Receptor pretende obtener una financiación del Banco Centroamericano de Integración Económica-BCIE u otro acreedor/ente financiero para complementar la ejecución de las actividades del Programa.

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Programa (Anexo 1) y el Cuadro de asignaciones (Anexo 2).
2. Se adjuntan al presente Convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.
3. El Fondo proporcionará un Préstamo y una Donación al Prestatario/Receptor (la "Financiación"), que el Prestatario/Receptor utilizará para ejecutar el Programa de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. A. El monto del préstamo es de DEG 2 550 000.
B. El monto de la donación es de DEG 2 550 000.

2. El Préstamo se concede en condiciones muy favorables. De acuerdo a lo señalado en la Sección 5.01 a) de las Condiciones Generales, los préstamos otorgados en condiciones muy favorables estarán exentos del pago de intereses, pero quedarán sujetos a un cargo por servicio de tres cuartos del uno por ciento (0,75%) anual pagadero semestralmente en la Moneda de Pago del Servicio de Préstamo, y tendrán un plazo de reembolso de cuarenta (40) años, incluido un período de gracia de diez (10) a partir de la fecha de aprobación del Préstamo por la Junta Ejecutiva del Fondo.
3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el dólar estadounidense.
4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será 1° de enero.
5. Los pagos del capital y los cargos por servicio serán pagaderos cada 15 de abril y 15 de octubre. El Prestatario/Receptor reembolsará el principal del Préstamo pendiente de reembolso en 60 cuotas semestrales iguales de DEG 42 500 pagaderos el 15 de abril y el 15 de octubre de cada año, que comenzarán el 15 de abril de 2021 y terminarán el 15 de octubre de 2050, en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo. El Prestatario/Receptor pagará al Fondo un cargo por servicios a razón del 0,75% anual del monto del Préstamo pendiente de reembolso, que será pagadero semestralmente el 15 de abril y el 15 de octubre de cada año en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo.
6. El Programa contará con las Cuentas del Programa que resulten necesarias en beneficio de las Partes del Programa. Las Cuentas del Programa serán abiertas en Bancos Comerciales aceptables para el Fondo.
7. El Prestatario/Receptor proporcionará financiación de contrapartida para el Programa por el monto de alrededor de USD 1,4 millones.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Programa será la Secretaría de Desarrollo de la Costa Caribe (SDCC).
2. Se designa Partes adicionales en el Programa al Comité de Coordinación Nacional (CCN), la Unidad Coordinadora Nacional del Programa (UCN), y los Gobiernos Regionales de la RAAN y la RAAS, con sus Unidades de Coordinación Regional (UCR), los Gobiernos Territoriales y las Comunidades.
3. La Fecha de Terminación del Programa será el quinto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

El Préstamo y la Donación serán administrados y el Programa será supervisado por el FIDA.

Sección E

1. Se considera que son motivos adicionales a los establecidos en la Sección 12.01 de las Condiciones Generales para la suspensión del presente Convenio los siguientes:
 - Que el Manual de Operaciones del Programa o sus disposiciones, hayan sido objeto de suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo del Fondo, y se haya determinado que éstos han tenido, o es probable que tengan, consecuencias adversas sustanciales para el Programa.

- Que el derecho del Prestatario/Receptor a solicitar o efectuar retiros de fondos bajo el Convenio con el BCIE u otro acreedor/ente financiero haya sido cancelado o suspendido en su totalidad o parte.
2. Se considera que son condiciones generales adicionales previas a la establecida en la Sección 4.02 b) de las Condiciones Generales para el retiro de fondos las siguientes:
- Que el Fondo haya dado la no objeción al Manual de Operaciones del Programa.
 - Que el Fondo haya dado la no objeción al reglamento operativo del Fondo de Capitalización para el Desarrollo Económico Territorial.
 - Que se haya finalizado la contratación del personal básico de la Unidad Coordinadora Nacional del Programa (un(a) Coordinador(a) y al menos tres Especialistas sectoriales en seguimiento y evaluación de proyectos de desarrollo rural, administración, y adquisiciones) y el Oficial financiero.
3. El presente Convenio está sujeto a la ratificación del Prestatario/Receptor.
4. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario/Receptor:

Ministro de Hacienda y Crédito
Ministerio de Hacienda y Crédito
Av. Bolívar, frente a la
Asamblea Nacional
Managua, Nicaragua

El presente Convenio, de fecha _____, se ha preparado en idioma español en seis (6) copias originales, tres (3) de las cuales son para el Fondo y las otras tres (3) para el Prestatario/Receptor.

Por el Fondo

Por el Prestatario/Receptor

Anexo 1

Descripción del Programa y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Programa

1. *Población objetivo y Área del Programa.* El grupo objetivo del Programa está conformado por la población rural pobre indígena y afrodescendientes y la población rural no indígena ni afrodescendiente reconocida por las autoridades competentes en las siete unidades territoriales de tres zonas agroecológicas, dos en la RAAN (Río Coco y Minas) y una en la RAAS (Cuenca de Laguna de Perlas) (el "Área del Programa"). El Área del Programa está conformada por casi 100 Comunidades por un total aproximado de 70 mil personas ó 20 mil familias.

2. *Objetivo.* El Programa tiene como objetivo de desarrollo mejorar los niveles de ingreso de las familias pobres de la población objetivo que viven en el Área del Programa, apoyando el incremento de la producción y el manejo y el aprovechamiento sostenible de los recursos naturales y fortaleciendo sus organizaciones.

3. Los *objetivos específicos* son:

- i) Alcanzar niveles adecuados de desarrollo económico-productivo de las familias beneficiarias por medio del incremento de la producción de productos con valor en mercados y del aprovechamiento sostenible de los recursos naturales;
- ii) fortalecer las organizaciones locales de los beneficiarios y los siete gobiernos territoriales para gestionar el desarrollo económico territorial;
- iii) fortalecer la capacidad institucional para los aspectos fiduciarios y la administración de proyectos.

4. *Componentes.* El Programa tendrá los siguientes tres componentes:

A. Componente 1: Desarrollo Productivo

A.1 *Objetivo.* El objetivo del componente es alcanzar adecuados niveles de desarrollo económico-productivo que permitan mejorar el ingreso de las familias beneficiarias del Programa, a través de actividades generadoras de ingresos, de la producción de bienes con valor en mercados y en la mejora de su seguridad alimentaria. Los objetivos específicos del componente son: a) incrementos de la producción y diversificación de productos y acceso a mercados; ib) asegurar el financiamiento para la producción y para pequeñas infraestructuras rurales; c) desarrollar iniciativas de agregación de valor para la producción y para los recursos forestales que permitan incrementar los ingresos; d) asegurar servicios de asistencia técnica productiva y de gestión; y e) lograr la seguridad alimentaria.

A.2 *Estrategia.* El componente propone una estrategia productiva focalizada en: a) la diversificación de los sistemas de producción agropecuaria y forestal con mejores opciones de mercado, adaptables a la vocación de suelos, clima y costumbres de las comunidades y familias rurales beneficiarias del Programa; y b) el aprovechamiento sostenible de los recursos forestales y pesqueros.

- B. Componente 2: Fortalecimiento de capacidades humanas, institucionales y para la gestión
- B.1 *Objetivo.* El objetivo del componente es fomentar y fortalecer las capacidades de las familias y organizaciones beneficiarias del Programa para asegurar su participación activa y real en la ejecución de las actividades derivadas del mismo; para que se fortalezcan tanto los procesos de gobierno comunitario y territorial como los de gestión económica y social; y a la vez se alcance la sostenibilidad de las acciones.
- B.2 *Estrategia.* La estrategia se basa en un proceso de fortalecimiento dirigido a los miembros de las familias beneficiarias, y a sus distintas expresiones organizativas: comunidades, territorios, organizaciones (empresas, cooperativas, asociaciones). El componente busca al desarrollo, en el mediano plazo, de las capacidades de autogestión para permitir tanto la utilización eficiente y eficaz de los bienes y servicios que ofrecerá el Programa, como el fortalecimiento de los procesos de desarrollo autonómicos.
- C. Componente 3: Gestión del Programa
- C.1 El Organismo responsable de la implementación del Programa es la SDCC, quien asumirá la responsabilidad global de facilitar la ejecución del Programa y actuará con los Gobiernos Regionales de la RAAN y la RAAS, que a su vez son los responsables por la ejecución directa en sus respectivas regiones. Los detalles de la implementación de este componente son descritos en la parte II de este Anexo, *infra*.
5. *Costos del Programa.* El costo total del Programa es de aproximadamente USD 14,954 millones y está financiado por las siguientes fuentes: a) el Prestatario/Receptor con USD 1,417 millones; b) el FIDA con USD 8,0 millones; c) el BCIE u otro acreedor/ente financiero con USD 4,0 millones; y d) los beneficiarios del Programa con USD 1,537 millones.

II. Disposiciones de ejecución

1. El Programa se implementará en el marco de las Instituciones Públicas existentes buscando el fortalecimiento de la Instituciones involucradas y los mecanismos de articulación entre el Prestatario/Receptor, por intermedio de la Secretaría de Desarrollo de la Costa Caribe, y los Gobiernos Autónomos de la Costa Caribe.
2. Organismo Responsable del Programa
 - 2.1 *Designación.* Se designa a la Secretaría de Desarrollo de la Costa Caribe (SDCC), como Organismo Responsable de la implementación del Programa.
 - 2.2 *Responsabilidades:* La SDCC asumirá la responsabilidad global de facilitar la ejecución del Programa, y actuará en coordinación con los Gobiernos Regionales de la RAAN y la RAAS, que serán responsables por la ejecución en sus respectivas regiones.

3. El Comité de Coordinación Nacional (CCN)

- 3.1 *Establecimiento.* El Prestatario establecerá un Comité de Coordinación Nacional (CCN).
- 3.2 *Composición.* Se instalará un CCN responsable de las políticas generales del Programa y su conformación final y modalidades operativas internas serán establecidas en el Manual de Operaciones. Inicialmente el CCN estará conformado por un representante de las siguientes instituciones: la SDCC, el Gobierno de la Región Autónoma del Atlántico Norte (GRAAN), el Gobierno de la Región Autónoma del Atlántico Sur (GRAAS), MHCP, MAGFOR, el Instituto Nicaragüense de Tecnología Agropecuaria (INTA), el Instituto Nacional Forestal (INAFOR), el Instituto de Desarrollo Rural (IDR), BANCO PRODUZCAMOS y los Gobiernos Territoriales. El Presidente del CCN será designado por la SDCC y el representante de la Unidad Coordinadora del Programa actuará como Secretario Técnico.
- 3.3 *Funciones.* Las principales funciones del CCN incluirán: a) Aprobar el Plan Operativo Anual (POA) global y el Plan de Adquisiciones y Contrataciones (PAC) del Programa; b) Conocer los informes de seguimiento y evaluación del Programa y proponer ajustes así como conocer los resultados de las auditorías c) Velar por la adecuada aprobación del Manual de Operaciones del Programa, en común acuerdo con el FIDA; d) Acompañar la ejecución del Programa, para asegurar el alcance de sus metas y objetivos; e) Intervenir en caso de diferencias o de interpretación de los documentos emanados en la ejecución del Programa, asegurando que prevalezca lo acordado en el presente Convenio; y f) Aprobar proyectos de mayor cuantía, de conformidad con los límites y procedimiento que se establecerán en el Manual de Operaciones.

4. Unidad Coordinadora Nacional del Programa (UCN)

- 4.1 *Establecimiento.* El Organismo Responsable del Programa establecerá la Unidad Coordinadora Nacional del Programa (UCN). Esta Unidad estará ubicada en la SDCC y tendrá como principal responsabilidad el facilitar la adecuada ejecución del Programa.
- 4.2 *Composición.* La composición básica de la UCN incluirá un(a) Coordinador(a), al menos tres especialistas sectoriales en Seguimiento y Evaluación de proyectos de Desarrollo Rural, Administración, y Adquisiciones, el Oficial Financiero y el personal de apoyo que sea necesario. La composición definitiva quedará establecida en el Manual de Operaciones.
- 4.3 *Funciones.* Sus principales funciones incluirán: a) Actuar como Secretaría Técnica del CCN; b) Coordinar de las acciones del Programa y asegurar su funcionamiento y el uso apropiado de los recursos asignados, siguiendo los lineamientos establecidos en este Convenio y los documentos operativos del Programa previamente aprobados por el CCN; c) Asegurar que las orientaciones generales emanadas en el CCN sean aplicadas en la ejecución, asegurando su compatibilidad y complementariedad entre las dos regiones que integran el área del Programa; d) Consolidar el POA y los presupuestos sobre la base de los POA y presupuestos propuestos por las Unidades de Coordinación Regional y presentarlos para su aprobación al CCN; e) Dar seguimiento a las acciones e iniciativas en ejecución y al

presupuesto global del Programa; f) Preparar los reportes e informes en cumplimiento con las disposiciones Convenio y remitirlas a las autoridades nacionales para su revisión y aprobación y su posterior envío al FIDA; g) Apoyar a los Gobiernos Regionales en la ejecución de actividades relacionadas con el Programa; y h) Bajo la dirección del Organismo Responsable del Programa, coordinar todos los procesos relacionados con las adquisiciones y la gestión financiera y administrativa del Programa, el cumplimiento del Manual de Operaciones, su normativa y dar seguimiento para asegurar una operación fluida.

5. Unidades de Coordinación Regional (UCR)

- 5.1 Los Gobiernos Regionales son los encargados de asegurar la implementación del Programa en su respectiva Región (RAAN y RAAS) en coordinación con el Organismo Responsable del Programa, manteniendo la coherencia y complementariedad del grupo de trabajo del Programa.
- 5.2 Para llevar a cabo esta función, los Gobiernos Regionales crearán Unidades de Coordinación Regionales (UCR) quienes estarán bajo la dependencia del Coordinador del Gobierno Regional. En una primera etapa (orientativamente hasta la revisión de medio Término), las UCR operarán por intermedio de los Coordinadores de los Gobiernos Regionales quienes contarán con el apoyo de un Coordinador Técnico por Región. En relación con el cumplimiento de los objetivos del Programa, las UCR tendrán una relación de dependencia funcional con la UCN. Las funciones de las UCR serán asumidas sucesiva y gradualmente por los Gobiernos Regionales. La organización definitiva de las UCR y los flujos de comunicación y coordinación se establecerán en el Manual de Operaciones.
- 5.3 *Composición.* La composición definitiva de las UCR quedará establecida en el Manual de Operaciones. La integración inicial de cada UCR incluirá un Coordinador Técnico, un encargado Administrativo, un encargado de Seguimiento, un encargado del Componente (1) y otro del Componente (2), y un especialista en Adquisiciones, además de personal de apoyo administrativo y logístico. Cada uno de los territorios incluirá asimismo promotores, definidos de acuerdo a necesidades del Programa.
- 5.4 *Funciones.* Las funciones de las UCR incluirán: a) Operar el Programa en su respectivo territorio y establecer las vinculaciones necesarias con las Secretarías Sectoriales de cada Gobierno Regional, con las Autoridades Territoriales y Comunitarias, y con las otras organizaciones; b) Garantizar que se conozcan y apliquen los mecanismos y esquemas de financiamiento de los proyectos presentados; c) Supervisar las actividades en el apoyo a Territorios, comunidades y organizaciones participantes; d) Preparar las sesiones para la selección y aprobación de los proyectos presentados de acuerdo a lo establecido en el Manual de Operaciones; e) Supervisar y evaluar la calidad de la ejecución de los proyectos y de los prestadores de bienes y servicios brindados; y f) Supervisar y dar seguimiento a todas las actividades del Programa en su Región y asegurar el flujo de fondos, el apoyo y el seguimiento a las inversiones aprobadas.

6. Contratación del personal de coordinación, administrativo y técnico

- 6.1 El personal de la UCN y las UCR será contratado a través de procedimientos transparentes y competitivos, cumpliendo con criterios de elegibilidad y selección, incluyendo aspectos de equidad de género, especificados en el Manual de Operaciones.

- 6.2 Los elementos mínimos que el procedimiento de contratación debe contener son: a) definición de los términos de referencia y las calificaciones y experiencia a reunirse acordados con el Fondo; b) proceso de selección transparente y competitivo previamente acordado con el Fondo; y c) nombramiento del candidato seleccionado previa no objeción del Fondo. Sólo se podrá cesar al personal después de consultar al Fondo y tras una evaluación de tipo técnico o por quebrantamiento del orden legal vigente.
- 6.3 La contratación del personal profesional y técnico de la UCN y las UCRs deberá contar con la previa no objeción del FIDA. La contratación del personal de servicio y apoyo administrativo no requerirá la no objeción del FIDA.

7. Las Comunidades, Territorios y Municipios

- 7.1 Las Comunidades, como entidades legalmente reconocidas, son beneficiarios principales de las acciones del Programa: representan la unidad básica de diagnóstico y de planificación de las acciones y son el eje central de las actividades del Programa. Los Gobiernos Territoriales tendrán la función de aprobar las propuestas e iniciativas de las Comunidades, de los beneficiarios y de sus organizaciones y la consolidación de las mismas en un Plan de Inversiones y Desarrollo Territorial. El Plan será elevado a los Gobiernos Regionales por medio de las UCRs, para su aprobación y financiación. Las Municipalidades deben mantener una relación coordinada con las autoridades Territoriales y Comunes y respetarles sus derechos. El Programa desarrollará con las autoridades municipales relaciones de coordinación y apoyo en las áreas que les correspondan conforme la legislación vigente.

8. Los Comités de Evaluación y Aprobación de Proyectos

- 8.1 Los proyectos presentados por los beneficiarios y consolidados por las Autoridades territoriales en Planes de Desarrollo e Inversión Territorial, serán analizados y aprobados a nivel regional y/o nacional por medio de un Comité de Evaluación y Aprobación dependiendo del monto de los mismos conforme a lo establecido en el Manual de Operaciones. El Manual Operativo establecerá asimismo el monto sobre el cual el proyecto deberá ser elevado y aprobado por el CCN. Los Comités de Evaluación y Aprobación tendrán un reglamento interno de funcionamiento y seguirán los criterios de selección estipulados y definidos por dicho reglamento (que deberá tener la no objeción del FIDA y será de público conocimiento) y por el Manual de Operaciones.
- 8.2 *El Comité Regional de Evaluación y Aprobación de Proyectos* evaluará y aprobará proyectos según los montos definidos en el Manual de Operaciones. La composición básica incluirá el/la Coordinador/a Regional de cada Gobierno Regional o su representante, dos representantes de los gobiernos territoriales por Región y un representante del Prestatario. Su conformación definitiva y funciones quedarán establecidas en el Manual de Operaciones. Los representantes de la Entidad Proponente (Comunidad, Territorio u Organización) deberán participar en la presentación de sus Proyectos. El Coordinador Técnico de la UCR que corresponda participará como Secretario Técnico de dicho Comité.
- 8.3 *El Comité Nacional de Evaluación y Aprobación para Proyectos* evaluará y aprobará proyectos de mayor cuantía según los montos definidos en el Manual de Operaciones. La composición básica incluirá el Presidente del CCN o quien delegue, un representante del Gobierno Regional según la procedencia del proyecto, un representante de la institución nacional que corresponda según la especialidad del

proyecto. Su conformación definitiva y funciones quedarán establecidas en el Manual de Operaciones. Los representantes de la Entidad Proponente deberán participar en la presentación de sus proyectos. El Coordinador del Programa, participará como Secretario Técnico de dicho Comité.

- 8.4 En ambos Comités deberá participar un especialista en adquisiciones en carácter de asesor.

9. El Fondo de Capitalización para el Desarrollo Económico Territorial

- 9.1 Los recursos para inversiones y capital de trabajo del Programa serán canalizados a través de un Fondo de Capitalización para el Desarrollo Económico Territorial (FOCADET), para financiar la producción y las inversiones productivas y las inversiones comunitarias.
- 9.2 Las Comunidades, Territorios y Grupos serán elegibles para recibir aportes a través del FOCADET. Los montos máximos autorizados por cada iniciativa de inversión o para capital de trabajo y los montos de contrapartida serán establecidos en un reglamento operativo del FOCADET, preparado por la UCN en estrecha consulta con los Gobiernos Regionales y aprobado por la CNN y que remitido al FIDA por el Organismo Responsable del Programa para su no objeción.
- 9.3 Las responsabilidades del manejo y gestión del FOCADET serán del Organismo Responsable del Programa y las especificaciones serán definidas en el Manual de Operaciones y en el Reglamento Operativo del FOCADET.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo y de la Donación.* a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y a la Donación y la asignación de los montos del Préstamo y la Donación a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en DEG)	Monto de la Donación asignado (expresado en DEG)	Porcentaje
I. Equipos y Vehículos	120 000	120 000	100% sin impuestos
II. Fondo de Capitalización para el Desarrollo Económico Territorial	1 160 000	1 160 000	100% sin impuestos
III. Capacitación	220 000	220 000	100% sin impuestos
IV. Convenios y contratos	120 000	120 000	100% sin impuestos
V. Salarios	560 000	560 000	100% sin impuestos
VI. Gastos de operación	120 000	120 000	100% sin impuestos
VII. Sin asignación	250 000	250 000	
TOTAL	2 550 000	2 550 000	

2. *Algunas definiciones.* A los efectos del presente Apéndice, los términos que se indican a continuación tendrán los siguientes significados:

Por "Fondo de Capitalización para el Desarrollo Económico Territorial" se entiende el; 100 por ciento de los gastos elegibles, excluyendo la contribución del BCIE, del Prestatario y de los usuarios del Programa.

3. *Costos de puesta en marcha.* El retiro de fondos respecto de los costos de puesta en marcha en las Categorías III, IV y VI realizados antes de satisfacer las condiciones generales previas para el retiro no deberán exceder un monto total equivalente a USD 100 000.

Documentos básicos de referencia

Plan Nacional de Desarrollo Humano 2009-2011

PRORURAL Incluyente 2010-2014

Plan de Desarrollo de la Costa Caribe.

Plan de Desarrollo de la RAAN.

Plan de Desarrollo de la RAAS.

Diagnóstico del sector forestal-RAAS. INAFOR, 2007.

Diagnostico y estrategia y plan de acción para fortalecimiento institucional. 2009-2012 . PROCARIBE-ASD

Estudio Sectorial de Economía Rural y Sistemas Productivos de la Costa Atlántica de Nicaragua. Proyecto Corredor Biológico del Atlántico, 2005

Gestión de los Recursos Naturales en Comunidades Indígenas de la Costa Caribe de Nicaragua: Potencialidades y Dilemas de la Gestión Colectiva. Nitlapan, Julio, 2007

Apoyo al fortalecimiento de los gobiernos territoriales y regionales De la costa Caribe de Nicaragua para la gestión pública autonómica (Pana Laka). PNUD Nicaragua, 2007

Estatuto de Autonomía de las Regiones Autónomas de la Costa Caribe de Nicaragua y Ley N. 28 de la Autonomía Regional del Atlántico (1987) y Ley N. 445, Régimen de Propiedad de los Pueblos Indígenas y Comunidades Étnicas de las Regiones Autónomas de la Costa Atlántica de Nicaragua y de los ríos Bocay, Coco, Indio y Maíz, del 2003.

FIDA, Documento de Concepto del Programa NICARIBE, 4 de febrero de 2009

FIDA, Informe de Diseño. Programa de Desarrollo Rural en la Costa Caribe de Nicaragua (NICARIBE), marzo 2010

FIDA, IFAD's Policy, Engagement with Indigenous People, 2008

FIDA. Política del FIDA de focalización en los pobres de las zonas rurales. 2006

Marco Lógico

OBJETIVOS Y RESULTADOS	INDICADORES VERIFICABLES	MEDIOS DE VERIFICACION	RIESGOS/SUPUESTOS
<p>Objetivo Superior del Programa <i>Contribuir a establecer en la Región del Caribe de Nicaragua, las bases de un modelo de gestión económica territorial, basada en las oportunidades productivas y económicas y el fortalecimiento del capital humano, social e institucional.</i></p>	<p>-10,580 familias, indígenas, afrodescendientes y mestizas han mejorado sus ingresos. -Se ha reducido en un 30% el nivel de desnutrición de la población infantil. - Se ha incrementado en un 40% la tasa de empleo rural, incluyendo jóvenes y mujeres rurales.</p>	<p>- Encuestas nacionales y regionales de nivel de vida - Sistema Nacional y de Naciones Unidas del monitoreo de los indicadores de desarrollo humano - Evaluación del cumplimiento del Plan de Desarrollo de la Costa Caribe. - Informes regionales de desarrollo humano</p>	
<p>Objetivo de Desarrollo del Programa <i>Mejorar los niveles de ingreso de 10,580 familias que viven en territorios indígenas y afrodescendientes de la Costa Caribe seleccionados para la intervención del Programa, apoyando el incremento de la producción y el manejo y el aprovechamiento sostenible de los recursos naturales y fortaleciendo sus organizaciones</i></p>	<p>- 10,580 familias mejoran, diversifican e incrementan su producción en 25% y tienen nuevas actividades generadoras de ingresos y seguridad alimentaria. -7 gobiernos territoriales y 100 comunidades con su institucionalidad en funcionamiento y gestionando sus recursos. - 40% de beneficiarios son mujeres. - 40% de beneficiarios son jóvenes.</p>	<p>- Evaluación intermedia y final del Programa. - Seguimiento y evaluación participativa de comunidades, territorios, organizaciones, CDCC y Gobiernos Regionales. - Evaluaciones externas. - Evaluación de medio término y final de los indicadores RIMS</p>	<p>El desarrollo de la Costa Caribe es prioridad de las políticas públicas. La estabilidad política del país y regiones autónomas Marco legal e institucional nacional y regional se consolida. Funcionan espacios de coordinación interinstitucional y donantes. Mantenimiento adecuado a la infraestructura vial.</p>
<p>Resultado 1: Desarrollo Económico y Productivo (Componente 1) <i>Alcanzados adecuados niveles de desarrollo económico-productivo de las familias participantes en el Programa, con actividades generadoras de ingresos, productos con valor en mercados - regional o nacional-, y mejora de su seguridad alimentaria.</i></p>	<p>-70 grupos con 600 familias en agronegocios participan en los mercados. -80 comunidades indígenas con 7,600 familias, implementan iniciativas innovadoras para manejar, aprovechar comercialmente los productos de sus bosques y minimizar el impacto del cambio climático en su producción agrícola. -1,800 familias mejoran sus niveles de seguridad alimentaria. -1,000 has de bosques comunitarios sembrados por comunidad -1,600 has de cacao sembradas por 800 familias -1,000 familias diversifican su producción agroalimentaria -600 pescadores artesanales mejoran su producción pesquera</p>	<p>- Proyectos de la población y de sus organizaciones. - Seguimiento y evaluación participativa con comunidades, territorios y organizaciones - Informes de seguimiento y evaluación del Programa y de las entidades públicas relacionadas (Gobierno Regional, SDCC) - Evaluaciones externas - Cartera de proyectos</p>	<p>Se mantienen relaciones de confianza y transparencia entre territorios y Gobiernos Regionales. Las situaciones de tensión entre territorios y mestizos encuentran espacios de solución. Las tecnologías promovidas y recomendaciones para manejo de recursos naturales cuentan con la colaboración de entidades públicas. Autoridades y productores en esfuerzos conjuntos para minimizar riesgos derivados del cambio climático.</p>
<p>Resultado 2: Fortalecimiento de capacidades humanas y sociales de las familias participantes (Componente 2) <i>Fortalecidas las familias y sus organizaciones (comunitarias, territoriales, económicas y sociales) en al menos siete territorios indígenas y afrodescendientes, que aseguren su participación activa y real en la concertación de su agenda económica y social.</i></p>	<p>-7 Gobiernos territoriales con planes y proyectos, gestionan acciones para sus comunidades. -100 gobiernos comunitarios con planes y proyectos gestionando acciones para sus pobladores. -140 organizaciones gestionan proyectos de negocios en acuerdo con Gobiernos territoriales y comunitarios. - Al menos 200 jóvenes y mujeres ejercen funciones de liderazgo en sus organizaciones. -Al inicio del tercer año, al menos 2 Gobiernos Territoriales se encuentran aplicando el Manual Fiduciario adaptado a sus condiciones. (*)</p>	<p>- Proyectos de la población y de sus organizaciones (estratégicos, desarrollo territorial y comunitario, productivo y económico y de manejo forestal). - Seguimiento y evaluación participativa con comunidades, territorios y organizaciones. - Informes de seguimiento y evaluación del Programa y entidades públicas (Gobierno Regional, SDCC) - Evaluaciones externas</p>	<p>Miembros de comunidades y autoridades mantienen relaciones de confianza y diálogo. Niveles de desarrollo educacional mejorados por la atención gubernamental. Apertura de las autoridades regionales e incentivos adecuados para trabajar en alianzas con organizaciones y otros programas</p>